

Impacts des politiques énergétiques

Rappel des objectifs des politiques énergétiques

Nous avons vu que les principaux objectifs de la politique énergétique des Etats importateurs d'énergie ont généralement été au nombre de trois jusqu'au début des années 2000 :

- réduire le contenu énergétique du PIB ;
- augmenter l'offre nationale d'énergie ;
- et diversifier leurs approvisionnements énergétiques.

Ces trois grands objectifs ont été mis en œuvre à des degrés divers par l'ensemble des pays importateurs de pétrole, dans un contexte de réduction de la croissance du PIB ou même de récession économique pour les plus pauvres.

L'ensemble des mesures prises pour atteindre ces objectifs n'a pas porté immédiatement ses fruits, mais leurs effets ont commencé à se faire sentir dès le début des années 1980.

Les politiques de demande ont permis de réduire significativement les intensités énergétiques dans de nombreux pays. L'offre d'énergie s'est fortement accrue du fait de l'apparition de nouveaux producteurs désireux de profiter des cours élevés du pétrole et lorsque c'était possible du développement des sources d'énergie de substitution nationale comme le charbon, le gaz naturel ou le nucléaire ou les énergies renouvelables.

IE fonction de PIB/hab

Nous avons déjà commenté ce graphique qui montre l'évolution des valeurs des intensités énergétiques entre 1985 et 2012 pour les principaux groupes de pays (les IE y sont exprimées en gramme équivalent pétrole par dollar PPA constant de 2005).

Je vous rappelle qu'étant donné que les PIB par tête des groupes de pays ont globalement augmenté pendant cette période, l'axe des abscisses indique aussi l'écoulement du temps.

Ce graphique montre que les intensités énergétiques ont diminué dans tous les groupes de pays. Les pays développés ont continué leur décroissance des intensités énergétiques, mais à un rythme beaucoup plus faible que les autres pays.

M4G4A1P3 Intensités énergétiques des pays de l'OCDE

L'examen des variations des intensités énergétiques des pays de l'OCDE est elle aussi très éloquent, quoique révélant de fortes disparités entre les différents pays

Ces résultats sont rappelés la conséquence de deux évolutions complémentaires :

Une modification de l'activité économique, du fait du développement du secteur tertiaire à faible intensité énergétique. C'est ce qu'on appelle l'effet structure.

Et ensuite, la réduction des consommations spécifiques des procédés et équipements énergétiques. C'est ce qu'on appelle l'effet contenu.

Evolution à long terme (Figure 3.6.5)

Sur la base de travaux méthodologiques rigoureux, les économistes de BP ont étudié les évolutions historiques à long terme des intensités énergétiques d'un certain nombre de pays : le Royaume Uni, les Etats-Unis, le Japon, la Russie, dont l'ancienne Union Soviétique, la Chine et l'Inde.

Cette figure, qui retrace les évolutions de leurs intensités énergétiques entre 1820 et 2020 montre les résultats qu'ils ont obtenus. Les IE sont exprimés en kilo équivalent pétrole par dollar de 2010.

A quelques perturbations près liées à des événements historiques particuliers, toutes présentent une allure semblable de courbe en cloche, la pente de la partie gauche, qui correspond à la phase d'industrialisation du pays, est plus raide de celle de la partie droite, qui reflète le développement du secteur des services et de la phase post-industrielle, qui prend place quand les infrastructures ont été bâties.

L'un des points les plus remarquables mis en évidence par ces travaux est la convergence mondiale des évolutions des intensités énergétiques, phénomène récent observable depuis le début du siècle : les intensités énergétiques de tous les pays sont aujourd'hui comprises entre 0,1 et 0,2 kep/dollar 2010, et toutes sont orientées à la baisse avec une variation d'environ 2 % par an.

Diversification des approvisionnements

Venons-en maintenant à l'impact des politiques énergétiques sur la demande en pétrole.

La **diversification des approvisionnements** a eu pour effet :

- d'une part de détourner du pétrole les pays importateurs, qui ont recherché chaque fois que possible des substituts, même d'importation, ce qui explique la croissance des marchés du charbon et du gaz naturel, malgré les contraintes de partenariat associées à ces combustibles, et même au prix d'un léger surcoût.

- d'autre part, de conduire les pays importateurs à diversifier l'origine de leurs approvisionnements, pour éviter de se retrouver en situation de dépendance politique vis-à-vis d'un petit groupe de pays.

Demande adressée à l'OPEP

Le résultat des politiques énergétiques menées par les pays importateurs de pétrole est que la demande adressée à l'OPEP a fortement fléchi, pour ne reprendre qu'après 1985, comme le montre ce graphique.

L'échelle de gauche est en millions de tonnes et l'échelle de droite en millions de barils/par jour.

Les échanges énergétiques sont donc passés d'une situation

où un cartel de producteurs pouvait imposer ses prix en réduisant faiblement son offre pour que la demande devienne excédentaire sans solution de remplacement à court terme pour les importateurs,

à une situation où l'offre excédait tellement la demande que le même cartel voyait en moins de 15 ans sa production diminuer de près de moitié en volume sans pouvoir s'opposer à la chute des cours ni regagner ses parts de marché.